



INTEGRATION ET COHESION SOCIALE : DES ELEMENTS CLES POUR TIRER PLEINEMENT PROFIT DE LA MIGRATION

S'appuyant sur la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants adoptée le 19 septembre 2016, le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières énoncera un ensemble de principes, d'engagements et d'accords entre les Etats Membres concernant les migrations internationales sous tous leurs aspects. Il doit apporter une contribution importante à la gouvernance mondiale et renforcer la coordination s'agissant des migrations internationales. Les « documents thématiques » élaborés par l'OIM pour examen par les Etats Membres donnent un aperçu des sujets essentiels et esquissent des suggestions afin d'éclairer les acteurs participant au processus de consultation de 2017 qui conduira aux négociations intergouvernementales et à l'adoption du pacte mondial sur les migrations.

INTRODUCTION

La migration est un élément important du développement durable et peut donc contribuer dans une large mesure au bien-être social, économique et physique des migrants considérés individuellement, ainsi qu'à leurs communautés d'origine et de destination. Pour que la migration soit réellement bénéfique, les acteurs chargés de sa gouvernance doivent veiller à ce que les nouveaux arrivants soient bien intégrés dans la société.

Lorsque des efforts faits pour assurer l'intégration des nouveaux arrivants sont insuffisants ou inefficaces, ceux-ci peuvent être marginalisés et être ainsi plus vulnérables à toutes sortes de risques, comme l'absence de possibilités éducatives, des obstacles linguistiques ou l'incapacité de trouver un travail décent. Il n'est pas étonnant que les acteurs concernés par les migrations internationales – gouvernements, monde universitaire et secteur privé – s'intéressent de plus en plus aux thèmes de l'intégration et de la cohésion sociale des migrants¹. Malgré cet intérêt croissant, il n'existe pas de consensus sur ce qu'impliquent réellement l'intégration effective des migrants et la cohésion sociale, sur la question de savoir si les programmes doivent cibler à la fois les migrants temporaires et les migrants permanents, et si les politiques et programmes de cohésion sociale revêtent la même utilité pour les pays de destination que pour les pays d'origine. En effet, même la terminologie relative à l'intégration et à la cohésion sociale est fortement controversée, et des questions subsistent sur le point de savoir quelle est la nature du lien entre « intégration » et « inclusion », si « inclusion sociale » est synonyme d'« intégration », ou si « cohésion sociale » est un terme plus neutre et plus universel qui doit donc être recommandé dans le contexte mondial.

Ce document fournit des éclairages concrets sur les vastes questions thématiques relatives à l'intégration et à la cohésion sociale, afin d'aider les Etats Membres et les partenaires de l'OIM à se préparer à la phase de négociations sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et



régulières². Un certain nombre de mesures précises et de bonnes pratiques sont recensées, qui peuvent donner lieu à des engagements concrets dans le contexte du pacte mondial.

PRINCIPES EXISTANTS

Cadre normatif

Dans la Déclaration de New York, les Etats se sont engagés à prendre des mesures pour améliorer « [l']intégration et [l']insertion [des migrants], selon qu'il conviendra, en particulier en ce qui concerne l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à la justice et aux cours de langue³ ». L'intégration et la cohésion sociale sont des domaines d'action qui relèvent principalement des autorités locales et nationales. Néanmoins, plusieurs normes et cadres internationaux peuvent constituer des points de référence pour les gouvernements et les partenaires lorsqu'ils s'attachent à définir des pratiques nationales efficaces et à envisager d'éventuels domaines d'action communs aux niveaux supranational et mondial.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030⁴ marque une étape qui fera date car il place la migration au cœur du débat mondial. Il reconnaît la contribution positive qu'apportent les migrants au développement durable et souligne la nécessité d'une coopération internationale pour parvenir à des migrations sûres, ordonnées et régulières (cible 10.7). Conformément à son objectif primordial de « ne laisser personne de côté », il préconise d'assurer l'accès de chacun à la santé, à l'éducation, à un travail décent et à une identité juridique dans des conditions d'égalité et quel que soit le statut migratoire (cibles 10.2 et 16.9). Il traite également d'un certain nombre de sujets transversaux relatifs à l'intégration et à la cohésion sociale, et insiste clairement sur la nécessité de favoriser l'inclusion. L'importance de la diversité culturelle, de la non-discrimination et de la prévention de la violence est soulignée (cibles 4.7, 10.3, 16.7), tout comme la nécessité de renforcer les capacités permettant de promouvoir des lois et des politiques non discriminatoires (cible 16.b)⁵.

S'il n'existe aucun instrument juridique international consacré spécifiquement à l'intégration des migrants ou à la cohésion sociale⁶, le droit international et les règles coutumières confèrent néanmoins à tous les êtres humains, quel que soit leur statut, le droit de bénéficier de la protection des droits de l'homme. Ce principe est un important facteur déterminant de toutes politiques et de tous programmes efficaces en matière d'intégration des migrants et de cohésion sociale⁷. *Le droit international des droits de l'homme*, et plus précisément l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) relatif à l'interdiction de la discrimination, protège tous les êtres humains, y compris les migrants, en interdisant les pratiques pouvant avoir une incidence négative sur la jouissance de leurs droits pour des raisons de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. En outre, les neuf principaux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme énoncent les droits des individus et les responsabilités des Etats et s'appliquent à toutes les personnes, y compris les migrants, et dans tous les contextes, y compris la migration⁸. La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés octroie aux réfugiés une *protection internationale spécifique* qui tient compte de leur situation vulnérable. La réinstallation est une solution durable et un outil permettant d'assurer la protection des réfugiés.



ENJEUX

L'intégration s'entend du processus bidirectionnel d'adaptation mutuelle entre les migrants et la société d'accueil dans laquelle les migrants font partie intégrante de la vie sociale, économique, culturelle et politique locale. Dès lors, elle suppose un ensemble de responsabilités communes pour les migrants et les communautés d'accueil. En outre, selon cette acception large, elle englobe d'autres aspects connexes tels que l'inclusion sociale et la cohésion sociale. L'intégration est une question transversale et multisectorielle qui touche aux domaines d'action qui traitent des questions économiques, sociales, juridiques, culturelles et civiques, et qui a des incidences sur tous les aspects de la vie des migrants et de leurs communautés (voir la figure 1).

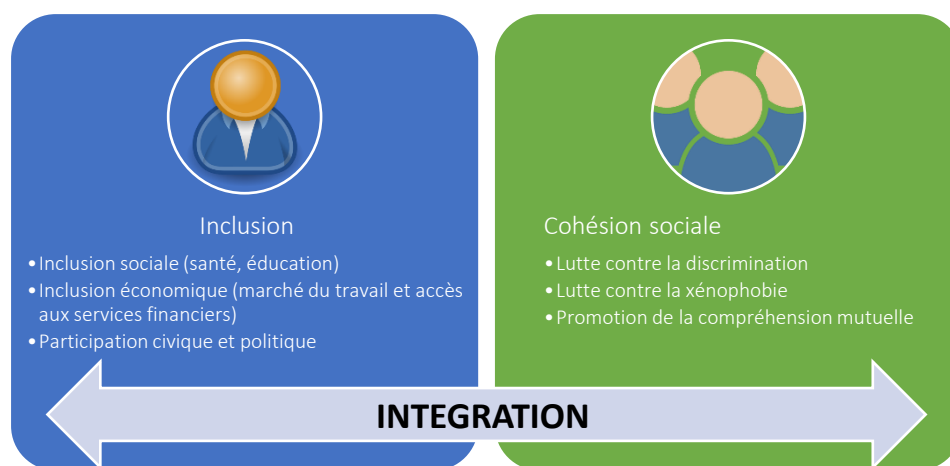


Fig. 1 : Eléments de l'intégration

L'intégration ne relève pas d'une démarche universelle, mais dépend du point d'ancrage de la politique d'intégration d'un Etat entre les extrêmes que sont l'assimilation et le multiculturalisme⁹. En outre, les composantes des politiques d'intégration et de cohésion sociale différeront selon la nature, la durée ou la finalité de la migration. Le dénominateur commun réside dans le fait que l'intégration est un processus qui contribue à des sociétés stables et inclusives. Que la migration soit temporaire ou en vue d'une installation permanente, les risques et les coûts d'une non-intégration sont de loin supérieurs à l'investissement initial nécessaire pour faciliter l'intégration. L'élaboration de mesures d'intégration efficaces exige des investissements politiques, sociaux et financiers suffisants afin de parvenir à des avantages tangibles à long terme pour tous¹⁰.

L'intégration nécessite des approches politiques globales et cohérentes entre les secteurs, fondées sur des partenariats entre les Etats et diverses parties prenantes, y compris les organisations intergouvernementales, les organisations de la société civile, les acteurs du secteur privé et les migrants eux-mêmes. Les services d'intégration et le soutien à la cohésion sociale facilitent l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, et visent à assurer l'inclusion économique et sociale des migrants. Les politiques d'intégration sont plus efficaces lorsqu'elles adoptent une approche associant l'ensemble de la communauté et quand les attentes et les obligations de tous les intéressés – les migrants et la société d'accueil, y compris les autorités locales, nationales et régionales – sont clairement définies¹¹. L'accès



aux services essentiels doit s'accompagner d'efforts, de la part des Etats, pour préparer les communautés locales à l'arrivée de nouveaux venus, réfléchir aux valeurs que partagent les migrants et les populations d'accueil, et créer un environnement globalement favorable dans lequel les migrants ont les moyens de déployer véritablement tout leur potentiel et de devenir des membres actifs de la société qui les reçoit.

L'intégration est influencée par de multiples facteurs, dont les raisons ayant poussé les migrants au départ, la longueur du séjour prévu et le statut socioéconomique, ainsi que le climat politique et les attitudes et opinions dominantes sur les migrants dans les sociétés d'accueil. Selon les raisons qui poussent à migrer, les migrants peuvent se heurter, tout au long du cycle migratoire, à de nombreuses difficultés qui mettent en péril leur santé et leur bien-être psychologique¹². Par ailleurs, il est essentiel que les approches de l'intégration soient soucieuses des sexes car le sexe et l'identité sexuelle d'une personne déterminent chaque étape de la migration. Les femmes et les hommes peuvent se heurter à des obstacles différents en matière d'intégration en raison des attentes sociétales et des préjugés liés aux rôles que leur attribue la société, tant dans le pays d'origine que dans celui de destination. En outre, la discrimination dans les institutions publiques ainsi que la xénophobie et les abus dans les communautés locales nuisent à une intégration réussie.

Défis auxquels se heurtent une intégration réussie et une bonne cohésion sociale

Les politiques qui s'écartent du principe de responsabilité commune placent le poids des efforts d'intégration sur les migrants et limitent l'aide de l'Etat. Par exemple, certaines politiques fixent des critères exigeants en matière de connaissances linguistiques pour certaines catégories de migrants, notamment ceux qui migrent aux fins de regroupement familial, sans fournir l'aide nécessaire pour satisfaire à ces critères. Lorsqu'il existe des cours de langue, les migrants peuvent se heurter à des obstacles tels que le coût ou l'impossibilité de suivre les cours, à cause de difficultés d'accès aux possibilités de faire garder les enfants à charge.

Selon les catégories de migrants, et outre les droits de vote, il existe diverses formes de participation politique et civique : structures consultatives permettant aux migrants de communiquer leurs vues aux fonctionnaires gouvernementaux, ou possibilités de bénévolat dans des institutions locales, qui permettent aux migrants d'être des membres actifs de leur communauté. Toutefois, les politiques qui restreignent délibérément ou par omission les voies d'accès à la participation civique et politique peuvent se traduire par une exclusion prolongée et réduire la représentation des migrants et de leurs descendants dans la vie politique. Les obstacles à la participation des migrants à la vie économique, sociale, politique et culturelle de leur communauté peuvent accroître le risque de tensions entre les migrants et les populations d'accueil, amoindrissant ainsi les avantages potentiels de la migration.

L'accroissement des flux migratoires soulève des interrogations sur la manière de gérer la composition évolutive des sociétés. Un dialogue ouvert, la transparence et des informations exactes sont des ingrédients importants pour améliorer la confiance du public dans les politiques de migration et d'intégration. Les populations d'accueil sont des parties prenantes essentielles du processus d'intégration, mais des voies plus nombreuses et plus diverses doivent être trouvées pour associer d'entrée de jeu les communautés locales aux processus de migration et d'intégration et les informer sur ces processus. Bien qu'il existe de multiples exemples de campagnes qui visent à représenter les migrants sous un jour positif, ces pratiques doivent être repensées et de nouvelles approches doivent être envisagées. Il est aussi fondamental d'améliorer la collecte et l'analyse des données pour dissiper les mythes et les idées erronées qui entourent la migration. L'opinion a tendance à surestimer les niveaux



d'immigration sur le territoire national, croyant souvent que les migrants et les réfugiés sont un fardeau, et non des contributeurs à leur économie. De telles idées alimentent les sentiments xénophobes tout en nuisant à l'intégration des migrants et des réfugiés et aux possibilités qu'ont ces derniers d'apporter une contribution à leur société d'accueil. Des données exactes et des recherches empiriques valides sont nécessaires pour promouvoir un débat équilibré sur les questions migratoires. Si les résultats de l'intégration peuvent être mesurés de manière différente selon les pays et les régions en raison des multiples formes que revêt l'intégration, il n'en demeure pas moins que tous les pays d'accueil devraient disposer d'indicateurs relatifs à l'intégration et à la discrimination envers les migrants.

Approches efficaces de l'intégration des migrants

Même si les approches de l'intégration varient entre les pays et les régions quant à leur but et à leur ampleur, un certain nombre de mesures prometteuses et bien établies sont déjà mises en œuvre dans divers Etats.

La lutte contre la xénophobie et toutes les formes de discrimination contre les migrants, quel que soit leur statut, est un engagement majeur de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants et est déterminante pour faciliter l'intégration véritable des migrants. Les gouvernements disposent d'un certain nombre d'outils pour s'assurer que les communautés de transit, d'accueil et de retour agissent dans le respect des instruments qui protègent les migrants contre la discrimination¹³. Cet objectif ne peut être atteint que par des campagnes d'information et de sensibilisation, mais aussi par des formations ciblées dispensées aux fonctionnaires de la police et aux autorités locales.

Les programmes d'orientation avant le départ et après l'arrivée sont conçus pour préparer les migrants à leur arrivée et faciliter leur intégration dans les communautés d'accueil en gérant leurs attentes et en leur fournissant des informations sur leurs droits et leurs responsabilités, sur la culture et les coutumes du pays, ainsi que sur l'éducation, les soins de santé et l'emploi. De la sorte, les migrants possèdent les connaissances, les capacités et l'attitude nécessaires pour relever les défis d'une nouvelle culture et réduire leur vulnérabilité à l'exploitation.

La mobilisation du secteur privé pour faciliter l'accès des migrants au marché du travail est un élément important de toute politique d'intégration réussie. Le secteur privé peut non seulement employer des migrants, mais il peut aussi participer activement à l'élaboration de formations professionnelles et linguistiques pour son personnel. Ses connaissances des marchés du travail locaux et nationaux peuvent être mises à profit pour évaluer les besoins en main-d'œuvre et repérer les principaux secteurs susceptibles de recruter des migrants. Les entreprises qui reconnaissent la valeur de la diversité en l'intégrant dans leur main-d'œuvre et leur culture institutionnelle peuvent influencer considérablement la manière dont sont perçus les migrants. Le secteur privé joue aussi un rôle précieux en matière d'application des obligations légales relatives à la protection des droits du travail et des droits de l'homme des migrants, et des partenariats peuvent contribuer à un plus grand respect des normes internationales du travail.

La mobilisation des communautés d'accueil et des autorités locales vise à sensibiliser tous les membres de la société, pas seulement les migrants, au processus d'intégration et à leur donner les moyens d'y participer. Les programmes de renforcement des capacités destinés aux communautés locales consistent à organiser des sessions de formation et d'information sur, par exemple, le profil culturel des

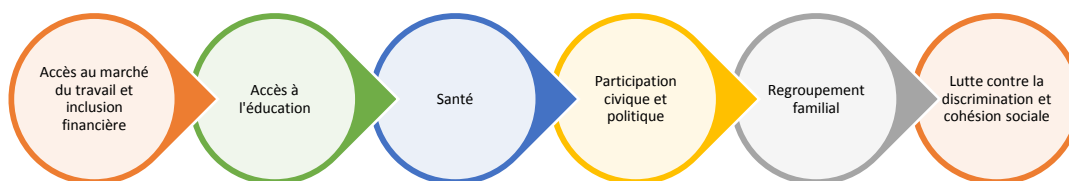


migrants et sur les renseignements recueillis dans le cadre d'enquêtes d'évaluation des besoins réalisées avant le départ.

La mobilisation des médias et d'autres acteurs en vue d'attirer l'attention sur les contributions positives des migrants revêt la forme de partenariats innovants entre des organisations intergouvernementales, les gouvernements et les communicants, qui favorisent une présentation des questions relatives aux migrants équilibrée et fondée sur des éléments factuels. Des campagnes visant à lutter contre les représentations négatives des migrants dans les sociétés d'accueil peuvent être élaborées conjointement par les gouvernements, les médias et des ONG. D'autres initiatives peuvent avoir un fort impact, telles que les campagnes qui permettent aux migrants de raconter leur histoire en les aidant à acquérir des compétences telles que la réalisation de films ou la narration numérique.

MESURES SUGGEREES

A la lumière des points énoncés dans la Déclaration de New York, des engagements concrets en matière d'intégration ont été identifiés comme suit¹⁴ :



Accès au marché du travail et inclusion financière

- 1) Recueillir des données sur les flux d'immigration sur la base d'une cartographie des compétences, des qualifications et des connaissances linguistiques, afin d'assurer une meilleure adéquation entre les personnes et les emplois. Collecter systématiquement des données sur des populations de migrants particulières – niveau socioéconomique, expérience professionnelle, culture, profil psychosocial et besoins – avec l'aide directe d'organisations sur le terrain.
- 2) Créer des centres de documentation et d'information pour migrants ou des « guichets uniques » destinés à fournir aux migrants et aux candidats au départ, dans les pays d'origine et de destination, des services de migrations sûres, tels que l'enregistrement et la documentation, les possibilités d'emploi, des conseils juridiques, une formation et une orientation vers d'autres services externes.
- 3) Fournir des services d'information et de formation aux migrants et à leur famille le plus tôt possible, pour faciliter leur inclusion financière dans leur communauté d'accueil et faire en sorte que la migration soit bénéfique sous l'angle du développement.
- 4) Accroître les capacités institutionnelles d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles et universitaires, en coopération avec d'autres parties prenantes, dont le secteur



privé. A cette fin, il importe de former/sensibiliser les employeurs à l'utilité des diplômés étrangers et à leurs équivalences.

- 5) Envisager des moyens novateurs de combler les besoins et les lacunes du marché du travail par le recrutement des nouveaux arrivants, notamment en nouant des partenariats avec le secteur privé pour remédier aux principales pénuries de main-d'œuvre.
- 6) Mettre l'accent sur les stratégies visant à promouvoir l'insertion sur le marché du travail et le développement des compétences professionnelles et des dispositifs en réseau, y compris les apprentissages et les stages, ainsi que les programmes combinant le travail et l'étude.
- 7) Donner aux femmes migrantes un accès aux formations en cours d'emploi ainsi qu'aux services de garde d'enfant et pour parent isolé, afin qu'elles puissent accéder à un emploi intéressant, et leur fournir un soutien en vue d'un emploi indépendant sous la forme de l'accès au crédit et à une aide à la création d'entreprise, ainsi qu'à des possibilités d'études.

Accès à l'éducation

- 8) Fournir aux migrants des services sur mesure, adaptés à leur niveau d'éducation et de connaissances compte tenu de leur langue maternelle, y compris des cours de langue et une formation professionnelle ciblés.
- 9) Elaborer des supports de formation en ligne pour, par exemple, des cours de langue et des services d'interprétation.
- 10) Fournir des services d'intégration renforcés aux enfants migrants non accompagnés ou séparés de leur famille, tels que des possibilités d'éducation et de développement social ou des activités linguistiques.
- 11) Renforcer les capacités des écoles, des services de santé et des services publics en intégrant les migrants dans certains services, notamment les migrants qui connaissent à la fois la langue et la culture des populations cibles et peuvent ainsi servir de médiateurs culturels.

Santé

- 12) Elaborer des politiques qui reconnaissent que l'accès équitable des migrants aux services de santé est un moyen de réduire les coûts sociaux et de santé, d'améliorer la cohésion sociale et de protéger la santé publique et les droits de l'homme.
- 13) Former le personnel de santé de manière à ce qu'il fournisse aux populations migrantes un soutien culturellement adapté et des services d'interprétation en cas de besoin.
- 14) S'attaquer aux obstacles liés à la xénophobie et à la discrimination qui empêchent les migrants d'accéder aux services de santé, et favoriser la résilience par des informations et une éducation appropriées et en donnant aux migrants les moyens de se prendre en charge.
- 15) Fournir aux migrants des services de soutien psychosocial pour répondre aux problèmes mentaux et physiques qui peuvent se poser d'un bout à l'autre du cycle migratoire. Ces services doivent être assortis d'un renforcement des capacités et d'une formation des professionnels de la santé et des



éducateurs locaux, et doivent être fondés sur une approche de la santé mentale souple et pluridisciplinaire.

Participation civique et politique

- 16) Etudier les moyens de garantir l'identité juridique des migrants dans les pays de destination selon qu'il convient. En coopération avec des organisations intergouvernementales, les gouvernements locaux et nationaux et d'autres parties prenantes, mettre en place des systèmes universels d'identification et d'enregistrement des faits d'état civil afin de permettre aux migrants d'accéder aux services et aux transactions monétaires, en veillant à protéger les informations à caractère personnel.
- 17) Contribuer activement à faire en sorte que les migrants se mobilisent aux côtés des autorités locales et nationales, afin d'assurer leur présence dans les processus décisionnels à l'échelle nationale, régionale et locale.
- 18) Instituer des mécanismes de consultation, tels que des groupes de discussion et des débats publics, afin d'établir des relations avec les communautés de migrants et d'offrir des moyens de structurer la participation politique des migrants et leur présence dans le débat public sur la migration.
- 19) Mettre à disposition des ressources pour créer des espaces de rencontres entre les migrants et la population d'accueil, afin d'encourager le dialogue interreligieux, intraconfessionnel et/ou interconfessionnel.
- 20) Assurer une éducation civique par une mobilisation plus forte des autorités locales, des médiateurs linguistiques et interculturels et des organisations de migrants.
- 21) Soutenir, à tous les stades du processus d'intégration, les communications en ligne ciblées sur la connaissance, par les migrants, de leurs droits et responsabilités dans les pays d'accueil, leurs réseaux sociaux, leur décision de migrer et leur protection contre la discrimination et la xénophobie. Des outils innovants doivent aussi être utilisés pour stimuler le dialogue interculturel et vanter la diversité culturelle.

Regroupement familial

- 22) L'unité familiale contribue au bien-être des migrants. Lorsque des migrants s'installent dans un nouveau pays avec leur famille, ils bénéficient de la structure de soutien immédiate créée au sein de leur cellule familiale et ont plus de chances d'élargir leurs réseaux sociaux et de s'intégrer dans leur nouvel environnement. Le cas échéant, faciliter le regroupement familial en fixant des critères réalistes en matière de revenus, de connaissances linguistiques et de frais, et supprimer les obstacles inutiles tels que les délais excessifs de traitement des demandes de visa.

Lutte contre la discrimination

- 23) Mettre en œuvre des outils innovants, comme des plateformes de narration, des activités artistiques et culturelles et des campagnes sur les médias sociaux, afin de faire connaître les contributions positives des migrants.
- 24) Prévoir un budget pour faciliter la participation des migrants aux activités artistiques et culturelles.



- 25) Elaborer, modifier et mettre en œuvre, selon le cas, une législation visant à lutter contre la discrimination envers les migrants, conformément aux normes internationales. A cet effet, il faudra peut-être modifier les cadres juridiques, politiques et institutionnels afin de supprimer les obstacles juridiques, administratifs et pratiques qui empêchent les migrants d'accéder aux informations, aux ressources et aux services.
- 26) Adopter des indicateurs d'intégration¹⁵ assortis de moyens permettant de surveiller les manifestations de xénophobie, les discriminations et les cas déclarés de violences physiques et mentales au sein des communautés d'accueil de migrants.
- 27) Veiller à ce que les migrants disposent d'informations complètes sur leurs droits et l'accès à des recours en tant que victimes, réelles ou perçues comme telles, de discriminations, et mettre en place des mécanismes permettant de signaler les abus et de faire appel à la justice.
- 28) Apporter un soutien opérationnel et financier à la mise en œuvre des campagnes à l'échelle du système des Nations Unies qui visent à changer les idées négatives sur les migrants et les attitudes hostiles à leur égard¹⁶.

¹ Voir, par exemple, McKinsey Global Institute, *People on the move: Global migration's impact and opportunity* (2016). Disponible en anglais seulement à l'adresse : <http://www.mckinsey.com/global-themes/employment-and-growth/global-migrations-impact-and-opportunity>

² Conformément aux recommandations du dernier Comité de coordination des politiques de l'OIM, l'OIM a entrepris d'élaborer un cadre global de l'intégration et de la cohésion sociale qui sera soumis à ses Etats Membres et à ses partenaires en 2018.

³ Déclaration de New York sur les réfugiés et les migrants (A/71/L.1), paragraphe 39

⁴ A/RES/70/1 (25 septembre 2015), disponible à l'adresse :

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F.

⁵ Les objectifs et cibles concernant les principaux domaines de travail ayant trait à l'intégration figurent à l'Annexe I.

⁶ Une liste des cadres et leur description succincte est présentée à l'Annexe II.

⁷ Le lien avec le droit souverain des Etats de restreindre l'entrée et le séjour des étrangers sur leur territoire est un cas de conflit juridique important fréquemment mentionné dans le contexte de la protection des droits des migrants. Cette question est traitée en détail dans un autre document thématique de l'OIM sur le pacte mondial et n'est donc pas couverte dans le présent document.

⁸ Ces traités sont les suivants : le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) ; le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) ; la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965) ; la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) ; la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984) ; la Convention relative aux droits de l'enfant (1989) ; la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990) ; la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (2006) ; et la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (2006). Voir l'Annexe II pour plus de détails.

⁹ OIM, *Eléments essentiels de la gestion des migrations*, « Intégration des migrants », vol. 3.6

¹⁰ Ces avantages sont, par exemple, la contribution fiscale positive nette des migrants qui découle de leur intégration sur le marché du travail et de leur accès rapide à l'éducation. Ce type de contribution est reconnu dans le Plan d'action sur l'intégration des ressortissants de pays tiers de la Commission européenne.

¹¹ Les ministères et administrations nationales qui s'occupent de l'intégration varient d'un pays à l'autre, mais un certain nombre de ministères et de portefeuilles gouvernementaux traitent généralement des questions relatives à



l'intégration – entre autres, ceux de l'éducation, de l'emploi, de l'accès à la nationalité, des affaires sociales et de la participation politique. Les autorités locales et régionales, dont les maires, les fonctionnaires de l'éducation, les forces de maintien de l'ordre et d'autres domaines occupent une position privilégiée par rapport aux gouvernements nationaux lorsqu'il s'agit d'élaborer des mesures communautaires ou spécifiques à une ethnie parce qu'elles entretiennent des liens plus étroits avec les organisations de migrants et sont moins exposées aux débats nationaux. Les acteurs non étatiques – société civile, organisations religieuses, institutions du secteur privé, employeurs, organisations de la société civile, syndicats et organisations de migrants – jouent un rôle déterminant pour promouvoir l'inclusion sociale et défendre les droits des migrants en encourageant les réseaux, les actions de sensibilisation et l'accès à des services axés sur les migrants. Diverses organisations intergouvernementales collaborent étroitement avec les gouvernements et offrent un appui programmatique dans des domaines d'intégration précis. Ces organes intergouvernementaux œuvrent en partenariat avec des représentants de la communauté internationale pour faire mieux comprendre les questions d'intégration et relever les défis opérationnels y afférents. A cet égard, les principaux acteurs sont l'OIM et le HCR, mais aussi l'Organisation mondiale de la Santé, l'OCDE et l'UNICEF. Les migrants eux-mêmes apportent leur contribution en délivrant des messages positifs sur leur rôle dans les sociétés d'accueil. En outre, les chefs migrants de certaines communautés peuvent faire fonction d'intermédiaires avec les autorités locales et créer des espaces de dialogue interculturel avec les populations d'accueil. Celles-ci, à leur tour, peuvent promouvoir activement l'inclusion des migrants en aidant les autorités locales et nationales à mettre en œuvre des initiatives soucieuses des migrants.

¹² Une bonne santé mentale n'est pas seulement synonyme d'absence de troubles mentaux, mais s'entend aussi d'un état de bien-être qui permet à chacun de réaliser son potentiel, de faire face aux difficultés normales de la vie et d'être en mesure d'apporter une contribution à la communauté. Voir Organisation mondiale de la Santé, 10 faits sur la santé mentale, disponible à l'adresse : http://www.who.int/features/factfiles/mental_health/fr/

¹³ Par exemple, la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne « consacre de nombreux droits revêtant une importance déterminante pour le processus d'intégration, dont les libertés d'expression et de religion, ainsi que les droits à l'égalité et à la non-discrimination. Comprendre ces valeurs fondamentales et y souscrire est un élément essentiel de la vie et de la participation à la société d'accueil. » (COM(2016) 377 final)

¹⁴ Ce document s'appuie sur deux sources principales pour identifier les thèmes et les indicateurs d'intégration : l'indice MIPEX 2015 (*Migrant Integration Policy Index 2015*) et la vue d'ensemble des statistiques sur les migrants d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Voir aussi : OCDE/Union européenne (2015), Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques, publication de l'OCDE, Paris.

¹⁵ Voir les indicateurs d'intégration des migrants d'Eurostat à l'adresse : http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migrant_integration_statistics_-_overview (site remplacé par http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Migrant_integration_statistics_introduced)

¹⁶ ENSEMBLE est un exemple de telles campagnes, qui vise notamment à créer une coalition réunissant des institutions des Nations Unies, des Etats Membres, le secteur privé et la société civile, agissant sous la même bannière et déterminés à lutter contre la montée de la xénophobie. Grâce à ses canaux d'information, cette campagne met aussi en lumière des efforts similaires, tels que le festival vidéo pour les jeunes Plural+ et la campagne « Je suis un migrant ». Voir : <http://together.un.org/>